

LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le Président,

L'histoire a un souffle très long et les événements qui secouent la France aujourd'hui ont des racines profondes. La France a colonisé, on peut toujours s'interroger de quel droit, des pays d'Afrique du Nord. La décolonisation a été mal faite produisant en Algérie une sale guerre avec les exactions dont on a encore « honte ». En ce sens, que la culpabilité refoulée s'exprime par l'agressivité, cela s'explique.

Malgré cela, pendant les années 70, la France a fait venir sur son sol des milliers de travailleurs magrébins. Ceci présentait un double avantage : disposer d'une main d'œuvre adulte pour laquelle la République n'avait rien dépensé et bénéficier de cette main d'œuvre acceptant d'effectuer pour des salaires dérisoires les tâches les plus ingrates dont la France avait besoin pour construire ses infrastructures. Cette population fut parquée dans des bidonvilles puis dans des citées sans âme, de véritables ghettos. Les descendants de cette population sont français au même titre que n'importe quel autre citoyen de la République, tant en France le droit du sol prévaut sur le droit du sang. Mais, jamais, cette nouvelle génération et même leurs descendants n'ont bénéficié des mêmes droits que les autres Français. Il faut visiter les cités de banlieue et constater comme il est insupportable d'y vivre. Si l'on parle encore d'intégration, c'est que celle-ci, n'a pas eu lieu. Une grande minorité de français ont été marginalisés dans le cadre d'une discrimination et d'une inégalité des chances.

Tout être humain a besoin de se dire pour exister. Cela passe par le sport, l'expression artistique, le travail et par le dialogue avec l'Autre alors qu'il y a un véritable lien social. Tout être humain a besoin d'emblèmes symboliques, représentant la réussite, auxquels il va s'identifier et imaginer un avenir. Or, le droit à l'expression a été terriblement rogné dans les banlieues où résidaient les jeunes « issus de l'émigration ». De plus, aucun descendant des populations maghrébines n'occupent de postes clefs. Dès lors l'accès à la violence devient un dernier recours pour dire : « J'existe ». Au lieu d'entendre cet appel, la politique de répression mise en place n'a fait qu'aggraver le sentiment de déroute. Le racisme et le « délit de faciès », les interpellations policières

trop fréquentes ont accentué le malaise. Depuis trois ans, il y a une escalade dans la répression allant jusqu'aux injures récentes. Une bombe a été fabriquée pendant des décennies, il suffisait d'une étincelle pour que cela explose. Le remède n'est pas dans des mesures encore plus graves comme le couvre-feu qui symbolise l'état de guerre ou l'expulsion qui symbolise la déportation. Cela ne peut qu'accentuer l'escalade de la violence qui, sans améliorer la situation, fera le lit du Front National.

Monsieur le Président, il faut prendre le problème à la base. Vous vous devez au nom de la France présenter solennellement vos excuses auprès des français marginalisés pour avoir eu des ancêtres maghrébins. Ce n'est que sur ce socle fondateur que l'on pourra bâtir une politique mettant à égalité tous les citoyens sans se préoccuper de leurs origines.

Farid PAYA,

Metteur en scène, Ecrivain, Directeur du Théâtre du Lierre
Ingénieur de l'École centrale, Paris.